

25. hareng rouge de la constitution

"La Constitution" comme un hareng rouge

Par Anna Von Reitz

Autres preuves et pièces justificatives historiques envoyées à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq: "La Constitution" comme un hareng rouge

Les «harengs rouges» sont utilisés comme leurres dans certaines pêcheries pour piéger les écoles de hareng et parfois leurs prédateurs, aussi --- mais l'implication d'argot d'un «hareng rouge» est un problème de distraction ou non séquentiel avancé pour masquer les faits réels ou empêcher découverte de preuves.

Le même concept est présenté par le phénomène du "trou du lapin", dans lequel les gens sont conduits sur des poursuites sans fin contre les oies sauvages en se concentrant sur du matériel qui ne fait pas réellement partie du sujet qu'ils essaient d'explorer.

Nos employés fédéraux concentrent constamment toute l'attention possible sur «la Constitution» afin d'empêcher une discussion plus appropriée. En effet, les employés fédéraux dépendent en fin de compte de l'une ou l'autre des constitutions pour leur fournir le pouvoir et les chèques de paie, et si les constitutions sont renversées, elles n'ont aucun fondement d'autorité et aucun argent.

En conséquence, les Constitutions présentent un intérêt suprême et vital pour nos employés fédéraux, mais pas pour nous.

Les Américains réels qui ne sont pas des employés fédéraux et non des personnes à charge fédérales et qui ne dépendent d'aucune des constitutions pour notre base d'autorité ou notre source d'argent, sont plus préoccupés par le fait que les employés fédéraux honorent leurs obligations en vertu de la Constitution qui s'applique à eux et honorent nos garanties, et sinon garder le nez propre et les mains hors de nos poches.

Bien que nos employés fédéraux aient l'habitude odieuse de se référer à «la» Constitution comme s'il n'y avait qu'un seul de ces documents, il y a en fait quatre (4) constitutions «fédérales» qui peuvent être référencées.

Il y a la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, qui a créé la République fédérale (1787 à 1860), et la Constitution des États-Unis d'Amérique (1789) qui a créé le gouvernement territorial

britannique et la Constitution des États-Unis (1790) qui a créé le gouvernement municipal.

En plus de ces trois vénérables accords constitutionnels, il existe une quatrième soi-disant "Constitution d'entreprise" publiée par le gouvernement territorial britannique en 1868, qui a été imposée comme "une" constitution sans divulgation complète au public américain. Cette charte non divulguée d'une Scottish Commercial Corporation qui a enfreint notre bon nom, nos marques, nos droits d'auteur et, en fait, a volé notre identité afin d'accéder indûment à notre crédit, continue d'être diffusée même si l'usurpateur écossais a fait faillite en 1906. Il s'agit du document qui contient le tristement célèbre "quatorzième amendement".

Donc, en plus d'être le train de sauce et la source de tout bien pour nos employés fédéraux, quelle fonction ou quelle importance les Constitutions ont-elles vraiment aujourd'hui?

La Constitution de 1787, rédigée pour établir un sous-traitant fédéral américain, est restée en sommeil en 1860 lorsque la Confédération d'origine a éclaté et n'a plus été en mesure de superviser les opérations de la République fédérale.

La «Constitution d'entreprise» de 1868 est manifestement disparue avec la malhonnête Scottish Commercial Corporation qui l'a utilisée.

Cela laisse deux Constitutions encore théoriquement en vigueur, la Constitution territoriale britannique de 1789 et la Constitution municipale de 1790 --- c'est-à-dire la Constitution des États-Unis d'Amérique et la Constitution des États-Unis, respectivement.

Tout cela pose la question de --- quelles sont les Constitutions et pourquoi existent-elles?

Les gens ont appris à vénérer ces documents sans aucune idée de ce qu'ils sont réellement, apparemment pour sous-estimer l'importance de nos employés fédéraux et de leurs directeurs.

Pour le dire franchement, les constitutions sont des accords de dette découlant de contrats de services commerciaux pour des "services gouvernementaux essentiels" - article IV de tous ces documents - dans lesquels les États conviennent de payer dix-huit services stipulés et "énumérés" et les sous-traitants fédéraux organisés en vertu des dispositions des Constitutions conviennent de fournir ces services. Les Constitutions peuvent également être considérées comme des accords de partage du pouvoir, dans la mesure où les États ont dû déléguer les "pouvoirs énumérés" nécessaires aux sous-traitants fédéraux pour effectuer leur travail pour nous.

Les Constitutions ne doivent donc pas être considérées comme des vaches sacrées par la population générale de ce pays, mais doivent plutôt être considérées comme des contrats de service nécessitant des performances par les sous-traitants fédéraux et leurs employés --- qui sont tous finalement employés par nous, les Américains États et gens.

Que pouvons-nous observer de manière rentable sur les Constitutions?

Les constitutions représentent la mise en œuvre des accords conventionnels mettant fin à la guerre d'indépendance.

De toutes les choses que les gens manquent sur la nature et le sens des Constitutions, c'est l'omission la plus dommageable.

Les Constitutions ne se sont pas déroulées dans le vide et n'ont pas été établies pour le "plaisir" ou parce que notre gouvernement américain était incompetent pour fournir ses propres "services gouvernementaux essentiels". Ils n'étaient pas non plus une sorte d'accord de barre latérale pour les riches et les célèbres.

Les Constitutions sont le résultat du Processus du Traité de paix, un processus qui a donné à chaque chien un os et a assuré le règlement de paix et l'intérêt personnel de tous les anciens combattants de la guerre d'indépendance.

Les Britanniques ont été autorisés à conserver leurs intérêts immobiliers et ont obtenu les contrats lucratifs du gouvernement territorial.

De même, le Saint-Empire romain a conservé ses biens et son hégémonie sur les services postaux, les bureaux de poste, les poids et mesures, les brevets, les droits d'auteur, etc.

Pas moins de quatorze séries distinctes de traités de paix --- Traités de Paris, Traités de Versailles, Traités de Vienne, Traités de Rome, Traités de Westminster, Traités de Gand, etc., tous écrits à la main en français diplomatique de la période --- étaient tenus de régler la guerre d'indépendance.

Lorsque la poussière s'est dissipée, les Constitutions ont officialisé et mis en œuvre les résultats des accords conventionnels.

Nous, Américains, n'avons pas obtenu une victoire nette, mais nous avons atteint notre indépendance et notre souveraineté sur nos propres terres et sols, ainsi qu'un intérêt très important pour les "pouvoirs" non énumérés conservés en vertu du dixième amendement.

Voilà pour les Constitutions, et maintenant, pour la viande de la question.

Les vrais problèmes ne sont pas du tout liés aux Constitutions.

Les problèmes réels auxquels notre pays et notre monde sont confrontés résultent de sociétés commerciales voyous --- en particulier, des sociétés municipales, gérées par des intérêts du gouvernement territorial, autorisées à se déchaîner et à commettre des crimes en toute impunité.

De toute évidence, notre gouvernement américain est antérieur à tout contrat de service établi pour nos employés fédéraux par les constitutions, et c'est notre gouvernement américain --- le gouvernement des États-nations de l'Union --- qui agit en tant que partie principale acceptant les traités et leur mise en œuvre via les Constitutions adoptées en 1787, 1789 et 1790.

Les problèmes et les solutions se situent donc à un niveau de gouvernement entièrement différent et nous concernent, nous, le peuple américain, et non nos employés fédéraux qui ont été mal dirigés par leurs directeurs étrangers pendant une bonne partie des 160 ans.

Mettons à zéro le vrai problème: Abraham Lincoln et son administration.

Abraham Lincoln était avocat au barreau et écuyer. Il n'était donc pas éligible à occuper le poste de président des États-Unis d'Amérique (notre président de la Fédération). C'était le cas depuis 1819 et ni Lincoln ni ses cohortes ne pouvaient plaider l'ignorance.

Lincoln ne pouvait fonctionner que comme "président" du sous-traitant fédéral territorial britannique, dba "les États-Unis d'Amérique, incorporé" --- une société commerciale --- pourtant il s'est fait passer pour le président des États-Unis d'Amérique, non constitué en société, à la place.

C'est cette tromperie de base qui cherche à substituer "un" président de la British Territorial Corporation "au président américain qui a entraîné l'effondrement de la Confédération. Lincoln a continué à commettre une fraude depuis le moment de son élection jusqu'à sa mort.

L'analyse montre que l'assassinat de Lincoln a probablement été effectué par ses propres généraux syndicaux et des membres de son cabinet. L'épouse du général Grant et Grant étaient toutes deux censées être avec Lincoln au Ford Theatre cette nuit fatidique, mais elles ont supplié au dernier moment et sont allées rendre visite à leur fille dans l'Ohio, à la place. Des associés proches de John Wilkes Booth se sont présentés au domicile de William H. Seward cette nuit-là, et a disparu peu de temps après que d'autres membres du cabinet de Lincoln se soient présentés chez Seward sans raison apparente.

Grant a-t-il été prévenu? Évidemment.

Seward et les autres membres du Cabinet ont-ils simplement décidé d'organiser une fête pour des raisons inconnues, après dix heures du soir, la nuit où Lincoln a été assassiné?

Ensuite, nous arrivons au reste du Cui Bono?

Qui a profité de la mort de Lincoln et du chaos qui en a résulté? Outre "Ulysse S (Hiram) Grant" et son personnel? Outre son cabinet?

Le grand gagnant de tout cela était le pape, car il possédait les deux grandes sociétés municipales du district de Columbia.

Il était désormais facile pour le pape de diriger son surveillant du Commonwealth, le monarque britannique, pour jouer des tours sans fin de "Good Cop - Bad Cop" et maintenir le peuple américain dans un état de confusion constant, dans lequel il pourrait plus facilement être parasité. et pillé par ces deux directeurs étrangers.

Il y a quelques jours, nous avons montré à tout le monde la géante "militaire" Municipal Umbrella Corporation dba le DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, autrement connu sous le nom de DOD, INC.

Nous avons démontré comment le DOD, INC. Possède et exploite le "Congrès" territorial, le Trésor américain, la Securities and Exchange Commission, la CIA., Le FBI, le secrétaire au Trésor, et oui, le DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE aussi. Ce sont des sociétés municipales voyous et déchaînées qui sont mal dirigées par des directeurs étrangers qui sont censés être nos sous-traitants, partenaires des traités et alliés.

Les personnes associées à ces sociétés n'occupent ni ne sont élues dans aucune fonction publique américaine, n'ont aucune autorité accordée et aucun contrat écrit explicite à démontrer.

Ils ont mené un plan de fraude géant sur nos côtes en violation des permis d'utilisation créant le district de Columbia et la municipalité de Washington, DC, les deux.

Ils font de fausses déclarations dans le commerce contre nous et contre nos actifs et notre crédit depuis plus de 160 ans, nous imitant comme tout pirate de carte de crédit usurpe l'identité de sa victime.

Il n'y a pas un seul député fiduciaire dans tout le Congrès territorial.

88 des rats mal assis dans nos sièges au Congrès ont récemment voté pour promouvoir la "guerre perpétuelle" et pour continuer leur déchaînement de guerres à but lucratif, leur "vote" interne illégal et dénué de sens à l'argent approprié pour cela via la "défense nationale". Actes d'autorisation "et leur" autorisation d'utiliser la force militaire "tout aussi vide".

Il n'y a pas un seul soldat honorable employé par une nation réelle dans ses rangs.

Ils agissent comme des mercenaires commerciaux depuis 1860 et ne l'ont dit à personne. C'est de cela qu'ils ont tous parlé --- "opérant sous un manteau de secret", en effet.

Ils devaient garder le secret ou chaque force de police et personne morale réelle sur Terre auraient été dans la gorge, les dépouillant de leurs avoirs, liquidant leurs sociétés et donnant des coups de pied dans la mer.

Nous sommes les parties lésées dont la confiance a été grotesquement violée par ces employés fédéraux, les principales victimes de leurs fraudes, leurs créanciers prioritaires et les principales parties garanties devaient les actifs qu'ils avaient purs.

Apparemment, tout le monde a oublié que le pape possède et exploite toutes ces sociétés municipales, et qu'il est responsable de les liquider lorsqu'ils sont surpris en train de commettre des actes illégaux contre les intérêts des personnes vivantes.

C'est la contrepartie et l'accord conventionnel standard permettant au Vatican et à la Curie romaine de créer toutes ces entités de fiction juridique et d'en profiter en premier lieu. En vertu de la loi ecclésiastique, ils doivent liquider tout le gâchis sur demande.

Lorsque vous revenez en arrière dans le labyrinthe infini de fiducies imbriquées et de sociétés municipales affiliées par le biais du Swiss BIS et du Global Federal Reserve Banking System et de tout le reste de la corruption, vous constatez que le dernier Rat Hole est "la United States of America Corporation"
16-190-6193.

C'est pour cette raison que je dis que les Constitutions sont sans importance pour le problème. Les Constitutions de 1787, 1789 et 1790 sont tout aussi correctes et viables que jamais; leur violation aux mains de ces corporations municipales impitoyables et des employés fédéraux qui les dirigent

est le problème --- pas celui qui a signé les Constitutions, rien de ce que les Constitutions exigeaient.

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee